

## **Monsieur le Président, un soutien de l'Etat est vital pour sauver les transports publics franciliens**

Tribune des associations d'usagers d'Ile-de-France

Monsieur le Président de la République,

Nous, responsables d'associations et de collectifs représentant les usagers des transports publics d'Ile-de-France, faisons appel à l'État pour soutenir les transports publics.

La lutte contre le coronavirus a déclenché la pire crise des transports publics d'Ile-de-France de tous les temps. Dans cette région, les transports publics sont indispensables pour aller travailler, étudier ou pour la vie sociale de chaque Francilien. La période de confinement entre le 17 mars et le 11 mai a stoppé presque totalement l'utilisation des transports publics (de l'ordre de -95%), maintenus pour permettre aux soignants et aux professions essentielles de servir le pays lors de la lutte aiguë contre le virus. Depuis le 11 mai, des règles strictes permettant de maintenir la distanciation physique ont été mises en œuvre sur le réseau de transports, maintenant une utilisation très réduite du réseau (environ -80% mi-mai, -70% aujourd'hui). Les touristes sont absents. Avec le recours massif au chômage partiel qui a fait fondre les recettes du versement transport, tout ceci a contribué à creuser un déficit d'exploitation gigantesque dans les comptes d'Ile-de-France Mobilités en seulement un trimestre. Ce déficit devrait s'amplifier dans les prochains mois avec une utilisation toujours réduite des transports en commun. Le déficit pour 2020 est annoncé autour de 2,6 milliards d'euros, et les recettes de l'année 2021 sont annoncées, elles aussi, assez mauvaises.

Il y a une réalité financière : la crise du Covid augmente massivement notre endettement et elle pénalise fortement la structure financière des transports en commun qui ont surtout des charges fixes. Nous ne nions pas que quelqu'un devra payer cette dette. Cependant, les usagers des transports publics n'ont pas à payer seuls le coût de la crise des transports publics. Autant il est audible que le prix du passe Navigo progresse chaque année du montant de l'inflation, voire légèrement plus car nous demandons un réseau fiable et maillé, autant faire payer le coût de la crise aux seuls usagers par une hausse considérable des tarifs serait très injuste. Les usagers subiraient une perte de pouvoir d'achat non négligeable et cela inciterait à un retour à des moyens de transports plus polluants.

Les automobilistes ne vont pas subir une hausse similaire du coût de leurs trajets : vous avez annoncé un plan de soutien à la filière automobile le 26 mai dernier mobilisant 8 milliards d'euros et qui conduit au contraire à subventionner l'achat de nouveaux véhicules. Les passagers aériens ne vont pas subir une hausse significative de leurs billets d'avion : votre gouvernement a annoncé un plan de soutien à Air France et à toute la filière aéronautique mobilisant 15 milliards d'euros.

Vous indiquez le 5 juin dernier que « le monde d'après [serait] résolument écologique ». Les transports publics sont écologiques. Dans une agglomération aussi dense que la région parisienne, ils sont essentiels pour permettre les échanges et la vie économique et sociale, tout en réussissant la transition écologique. Chaque jour « normal » en Ile-de-France, 5

millions de voyageurs les utilisent, à comparer aux 400 000 voyageurs quotidiens du TGV ou aux 200 000 passagers qui décollent ou atterrissent à Roissy. À l'exception de la ligne A en partie modernisée, les lignes de RER et de Transilien sont peu fiables, elles nécessitent absolument d'être enfin modernisées pour gagner en qualité et permettre d'accroître leur capacité d'emport. Les attentes des usagers franciliens sont immenses.

Quelques mois après votre accession aux plus hautes responsabilités, vous aviez indiqué à l'occasion de l'inauguration de nouvelles lignes à grande vitesse que « le temps des grandes infrastructures de transport [était] terminé » et que la priorité était désormais aux « déplacements du quotidien ». Nous vous demandons de tenir parole et de maintenir l'investissement dans la modernisation des transports du quotidien. La crise Covid a paralysé les chantiers pour des motifs sanitaires, retardant parfois jusqu'à 12 mois la mise en service d'améliorations très attendues. Le rabot financier ne doit pas amplifier cela. Une réduction de l'offre de transport n'est pas concevable, ni un report sine die de la plupart des investissements d'IDF Mobilités. La modernisation des RER et des trains de banlieue doit être maintenue pour réduire nos « galères » chaque matin ou chaque soir. Le développement des lignes de métro, de RER ou de tram en banlieue doit être préservé voire renforcé car ils désenclavent des quartiers et permettent un développement durable. Un réseau bien maillé, rapide et fiable sera un atout considérable pour la région capitale.

Des économies peuvent être faites sur plusieurs projets d'investissement qui ne sont pas des transports du quotidien. La priorité accordée au CDG Express suscite une grande incompréhension dans ce contexte de crise. Avec la ligne 17 du Grand Paris Express, ces deux projets ont pour objectif d'améliorer la desserte de l'aéroport de Roissy. Dans le « monde d'après », sont-ils tous les deux indispensables, ne peuvent-ils pas être rassemblés en un seul projet plus économique et respectueux des voyageurs du quotidien ? La ligne 18, notamment son tronçon à l'ouest de Saclay, est-elle une priorité sous cette forme alors qu'elle sera très surdimensionnée de l'avis de nombre d'experts ?

Vous avez une situation extraordinairement complexe à gérer. Nous vous demandons qu'un plan de sauvetage des transports publics soit mis en œuvre au même titre que ceux mis en place pour l'automobile et pour l'aérien afin que le coût de la crise ne soit pas porté par les seuls usagers et que la modernisation des transports publics ne soit pas ralentie. Nous vous demandons que la priorité totale aux transports du quotidien soit réaffirmée et se traduise en actes, ils doivent être un des leviers essentiels de la relance.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Marc Pélissier, président de la Fnaut Ile de France

Arnaud Bertrand, président de l'association Plus de trains

Jonathan Magano, président de l'association SaDur RER D

Marie-Hélène Wittersheim, présidente de l'association COURB - RER B en vallée de Chevreuse

Maryvonne Noël, vice-présidente de l'association Circule - RER C

Jacques Vandeputte, président de l'association RER D Val de Seine

Christophe Piercy, président de l'association AUT Plaine Commune  
Marie-Catherine Poirier, présidente de l'association AUT Clamart  
Alain L'Haridon, président de l'association ABC du RER A - branche Cergy  
Frédéric Linares, président de l'association ADURERA - branche Saint Germain en Laye  
Lisette Chriqui, présidente de l'association ADUTEC - Transports en commun en Seine  
Saint Denis  
Jean-Jacques Campan, président de l'association CARRRO - RER B branche Robinson  
Jean Féret, président de l'association ADUMEC - RER D Sud branche Malesherbes  
Sylvain Blanquet, président de l'association Métro Rigollots Val-de-Fontenay  
Liliane Bermont, présidente du CDU- Rive droite de la Seine - lignes L, A et J  
Gérard Moulin, représentant du CADEB Boucles de Seine Saint-Germain-en-Laye.  
Frédéric Dovillez et Eric Barthas, association Usagers Révoltés de la ligne J  
Aurore Leclét Sancier, collectif des usagers Paris Meaux La Ferté Milon de la ligne P  
Les bénévoles du collectif des usagers ligne Paris Château-Thierry de la ligne P  
Christine Perardel, présidente du comité CDIU - ligne P Château-Thierry  
Nathalie Bourgeois, collectif des usagers Paris Provins de la ligne P  
Mathias Raymond, collectif des usagers Paris Meaux Crécy de la ligne P